



PROJET DE DÉCLARATION

DE LA COALITION POLITIQUE POUR LA RUPTURE (CPR)

La Coalition Politique pour la Rupture (CPR) annonce la relance de ses activités sur toute l'étendue du territoire national.

Forte de plus d'une décennie d'engagement constant en faveur de la justice sociale, de la démocratie authentique, de la bonne gouvernance et de l'amélioration durable des conditions de vie des citoyens, la CPR réaffirme sa détermination à œuvrer pour une rupture réelle avec les pratiques politiques, administratives et institutionnelles qui freinent le développement et compromettent l'avenir de notre nation.

Face aux défis actuels, la CPR renforce ses structures à la base, mobilise ses militants et met en place une stratégie adaptée au contexte national. Elle s'engage également à dialoguer de manière responsable avec les autres forces démocratiques et la société civile.

À l'issue de l'élection présidentielle du 28 décembre 2025, notre pays traverse une période de tension, de doute et de profonde fragilisation de la confiance nationale.

Notre déclaration est un acte de vérité et de responsabilité.

La présidentielle du 28 décembre 2025 aurait dû consolider notre démocratie. Elle a, au contraire, laissé subsister des interrogations majeures.

La CPR constate :

- Des irrégularités graves et répétées ;
- Le non-respect du principe de neutralité des agents des services publics ;
- Des intimidations et violences visant des militants et sympathisants de l'opposition ;
- L'implication préoccupante de certains éléments des forces de défense et de sécurité dans des dynamiques partisans ;
- Un climat d'insécurité marqué par des disparitions et des violences qui troublent profondément nos concitoyens ;
- Une volonté politique manifeste du pouvoir actuel, en violation de la Constitution qui consacre le pluralisme, de ramener le pays à un parti-État douloureusement vécu par les Guinéens sous la Première République.



Une démocratie ne peut prospérer lorsque la peur remplace la confiance, lorsque la culture de la pensée unique remplace le pluralisme et la contradiction saine, lorsque l'achat des consciences remplace des débats opposant des visions différentes et des programmes différents.

La République est au-dessus des partis. La neutralité de l'État n'est pas une faveur accordée à l'opposition ; elle est une exigence constitutionnelle. Les forces de défense et de sécurité doivent être strictement apolitiques. L'administration publique doit servir la nation et non un camp ou un pouvoir.

Lorsque l'État est perçu comme partisan, la crédibilité des institutions s'effrite et la stabilité devient fragile.

La CPR rappelle que l'autorité de l'État ne peut se confondre avec l'intérêt d'un pouvoir.

Les élections législatives et communales annoncées pour le 24 mai 2026 se profilent dans un climat préoccupant.

Organiser ces élections sans restaurer la confiance serait une grave erreur politique et historique.

Nous refusons que les scrutins à venir reproduisent les mêmes dysfonctionnements que ceux constatés lors de la présidentielle.

Dans un esprit constructif mais ferme, la CPR exige :

- Un engagement public et formel de neutralité de tous les agents publics, accompagné de sanctions en cas de violation ;
- L'encadrement strict et vérifiable de l'apolitisme des forces de défense et de sécurité ;
- L'ouverture d'enquêtes indépendantes sur les violences et disparitions, avec information transparente de l'opinion publique ;
- Un audit indépendant du fichier électoral et des procédures électorales ;
- Un dialogue politique inclusif et sincère avant le 24 mai 2026 afin de définir des garanties communes pour des élections crédibles.



Ces mesures ne sont pas des revendications partisans. Elles sont des conditions minimales pour préserver la paix nationale.

La paix ne se décrète pas par la force. Elle se construit par la justice. Le silence imposé n'est pas la stabilité. La répression n'est pas la sécurité. L'Histoire montre que les frustrations politiques non traitées deviennent toujours des crises futures.

La CPR refuse que la Guinée replonge dans un cycle de méfiance et d'instabilité.

La Coalition Politique pour la Rupture réaffirme son attachement à l'unité nationale ; son engagement pour la paix civile ; sa détermination à défendre l'État de droit ; sa volonté de contribuer à un dialogue sincère et responsable.

La coalition affirme sa volonté à participer aux élections législatives du 24 mai prochains, mais nous ne saurions cautionner un processus électoral qui manquerait de crédibilité et de garanties.

Nous appelons le Gouvernement à saisir ce moment comme une opportunité historique : restaurer la confiance ; consolider les institutions ; garantir des élections libres, inclusives, transparentes, crédibles et apaisées ; inscrire durablement la Guinée sur la voie d'une démocratie véritable.

L'avenir de notre pays ne peut être fondé sur la peur ou l'exclusion. Il doit être fondé sur la justice, l'impartialité et le respect des libertés.

Nous appelons aussi l'ensemble des citoyens — jeunes, femmes, travailleurs, acteurs économiques et membres de la diaspora — à s'unir pour construire ensemble une rupture pacifique et porteuse d'avenir pour la Guinée.

La CPR restera mobilisée, responsable et déterminée pour la démocratie, pour l'État de droit et pour la paix en Guinée.

Vive la République ! Vive la démocratie et l'État de droit ! Vive la CPR !

Fait à Conakry, le 23 février 2026.

La Coalition Politique pour la Rupture (CPR)